

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 031

Achévé de rédiger le 21 octobre 2010

MONDE : Affrontements monétaires

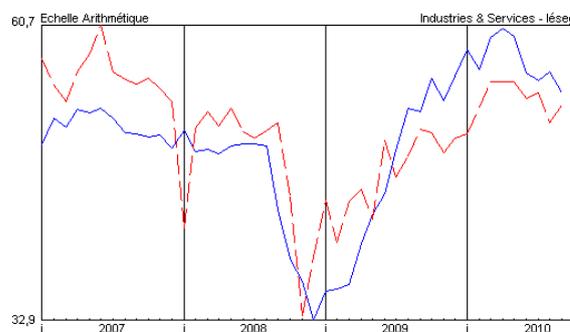
Le ralentissement de la croissance du PIB mondial au deuxième trimestre 2010 à +4,4% l'an est moins prononcé qu'estimé antérieurement. Sur un an, la progression ressort à +5,1%, au-dessus de la tendance longue passée. Néanmoins, la modération des échanges mondiaux ne pèse pas sur les prix des produits de base qui demeurent orientés à la hausse en expression dollar ou en expression euro. Par ailleurs, les cours du Brent sont proches des 85 dollars le baril malgré l'abondance des stocks dans l'ensemble des pays de l'OCDE et le modeste redressement de la consommation dans ces pays.

Depuis l'an 2000, les réunions du G7, puis du G20, ont écarté la question des changes et l'apparition du yuan est venue compliquer la tâche. Aussi, l'instabilité des changes, qui sévit depuis quelques années, révèle une absence totale de coopération internationale et fait peser un risque sur toutes les économies. A moins de six semaines de la présidence française du G20, les tensions monétaires ne cessent de s'accroître. Les récentes décisions unilatérales des banques centrales sur le niveau du dollar ou sur le yen ont provoqué une envolée de la monnaie unique. Mais comme d'habitude, aucun accord international n'a pu être trouvé à Washington le 9 octobre dernier lors de l'Assemblée annuelle du Fonds Monétaire International (FMI) et, après trois années de crise, chacun cherche à tirer les dividendes d'une monnaie faible pour stimuler sa croissance.

Aux **États-Unis**, les doutes quant à la pérennité de la reprise de l'économie subsistent. L'indice ISM manufacturier a baissé en septembre, restant cependant au-dessus de sa moyenne de long terme, tandis que celui des secteurs non manufacturiers s'est très légèrement amélioré. Le secteur de la construction reste déprimé avec des dépenses privées qui ont reculé en août à la fois dans le résidentiel et le non résidentiel. La chute des prix immobiliers freine le processus de vente. Les stocks représentent 11,6 mois de ventes dans l'ancien et 8,6 dans le neuf. Toutefois, la consommation des ménages reste inscrite sur une

penne à +2% l'an qui n'empêche pas le taux d'épargne de rester proche des 6%. Les revenus d'activité peinent à prendre le relais des transferts publics nets, mais la charge de la dette des ménages (amortissement et frais financiers) continue de se réduire. En septembre, l'emploi salarié a de nouveau baissé (95.000 emplois non agricoles ont disparu), mais le taux de chômage est resté stable à 9,6% en septembre. La baisse de l'emploi salarié provient uniquement du secteur public. Dans le secteur privé, il y a eu 64.000 créations de postes. Le redressement est lent, à l'image de ce qui s'était opéré à la sortie des récessions de 1991 et de 2001. +1,6%, en regard de +3,7% en début d'année et de +5% fin 2009.

États-Unis : Indices PMI des directeurs d'achats



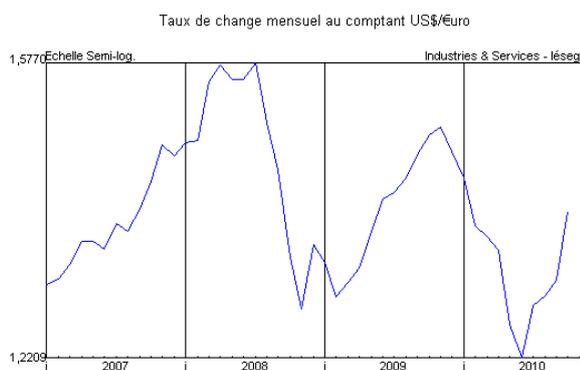
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Au **Japon**, les forces déflationnistes s'amplifient. Les prix à la consommation ont baissé de -0,3% en août et de -0,9% sur un an. Aussi, le gouvernement prépare un nouveau plan de relance qui pourrait atteindre 40,5 milliards d'euros pour soutenir l'économie. La dernière enquête Tankan de septembre fait état de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, alors que la production industrielle a reculé en août pour le troisième mois consécutif. Par ailleurs, le marché automobile s'est effondré en septembre avec l'expiration des mesures fiscales favorisant l'achat de véhicules "propres".

EUROPE : L'Allemagne fait toujours la course en tête

Dans la **zone Euro**, les résultats des enquêtes de conjoncture de septembre dans l'industrie sont favorables. Les perspectives de production s'améliorent, les carnets de commandes se garnissent et les stocks sont bas. Le taux de chômage est plafonné à 10,1%. La hausse des prix à la consommation en septembre a atteint +1,8% en un an, mais l'inflation sous-jacente reste stable autour de +1% l'an. L'indice de confiance des ménages augmente, ce qui est dû à l'indice allemand.

La monnaie européenne, qui évoluait autour de 1,20 dollar en juin dernier, a été propulsée dernièrement vers 1,40 dollar, encore loin du seuil historique à plus de 1,60 franchi le 15 juillet 2008. Cette situation est la résultante de statistiques plus favorables à la zone Euro, mais aussi de politiques des banques centrales américaine, britannique, suisse et japonaise. La devise européenne a, de part et d'autre, un dollar que la Fed encourage indirectement à baisser et un yen que les autorités monétaires japonaises tentent de faire revenir à un niveau plus faible, après son incursion à son niveau le plus élevé depuis 15 ans. Par ailleurs, la Banque d'Angleterre, en évoquant son intention de réactiver son programme d'assouplissement quantitatif, a fait baisser la livre sterling. Aussi, l'**Euro** a regagné le terrain perdu depuis le pic de la crise grecque cinq mois auparavant. Néanmoins, si la monnaie unique résiste au regain d'inquiétudes sur la dette souveraine, les incertitudes sur les perspectives de croissance hypothèquent le maintien de l'Euro sur une pente haussière solide.

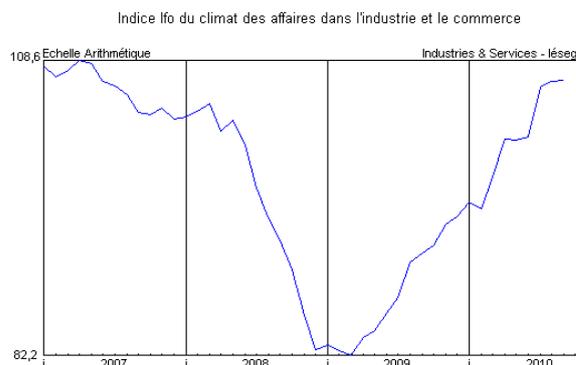


source : Banque de France d'après la Banque Centrale Européenne, moyennes mensuelles sauf le dernier point qui correspond au cours de référence du 19 octobre 2010.

L'envolée de l'Euro complique aussi la stratégie de la **Banque Centrale Européenne** qui a maintenu le 7 octobre dernier son principal taux directeur au plancher historique de 1% et reconduit le dispositif d'urgence en faveur des banques. Or, si la tactique est de la compétence des banques centrales, la stratégie dépend des gouvernements. L'idée d'un nouveau système qui réduirait la domination du dollar au profit de monnaies alternatives a été évoquée, bien que fin 2009 le dollar représentait

encore 62% des réserves des banques centrales dans le monde contre 27% pour l'Euro. La France, qui va présider le **G20** à partir de novembre prochain, s'est fixé comme ambition de tenter de mettre fin aux désordres monétaires et de créer une structure de contrôle des fluctuations erratiques des taux de change. Mais les marges de manœuvre pour instituer un nouvel ordre monétaire sont étroites.

En **Allemagne**, le rebond de l'économie a été plus vigoureux qu'escompté, conduisant en moyenne à une prévision de croissance du PIB supérieure à +3% en 2010. L'emploi continue de croître et le taux de chômage de baisser (7,5%), passant sous son point d'avant la crise. Mais les économistes allemands sont partagés sur l'avenir de leur économie. Certains voient l'Allemagne comme moteur de la croissance en Europe, forte d'une base industrielle solide tournée vers l'exportation et d'un marché du travail réformé, d'autres se montrent plus prudents, évoquant qu'une partie de la croissance récente tient à un rattrapage après une récession d'une grande ampleur. Néanmoins, la forte hausse des commandes industrielles en août, qui ne concerne que les commandes à l'exportation, suggère que le mouvement va se poursuivre.



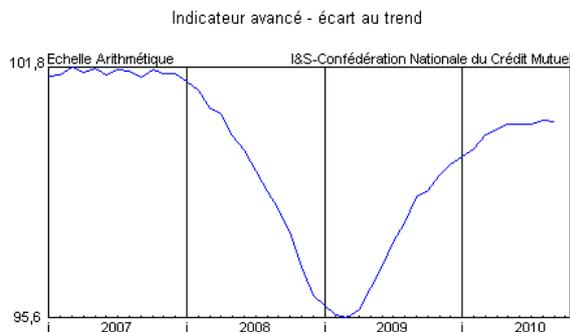
source : Institut für Wirtschaftsforschung

Le redressement de la production industrielle en août dans la zone Euro provient de l'Allemagne, mais aussi de l'**Italie** même si la reprise, tirée par les exportations, y est modeste. En revanche, l'**économie espagnole** peine à redémarrer comme le montrent les enquêtes dans l'industrie, la rechute des permis de construire des logements et la baisse des immatriculations de voitures. Les mesures d'austérité budgétaire du budget 2011 vont peser sur la demande interne déjà affaiblie par un taux de chômage qui culmine à plus de 20% de la population active. Au **Royaume-Uni**, la production industrielle a du mal à se redresser (+0,5% l'an sur les trois derniers mois). Le repli des prix de l'immobilier résidentiel en septembre (-3,6% sur août) est à surveiller. L'indice est encore en retrait de -19% sur son sommet d'août 2007.

FRANCE : Restaurer les finances publiques

L'Insee prévoit une **croissance** de l'économie française de +1,6% en 2010, un chiffre qui se situe entre la prévision de COE-Rexecode (+1,7%) et celle du Bipe (+1,5%). Le rythme de croissance devrait fléchir en fin d'année. Le rebond intervenu au cours des derniers trimestres a reposé sur le redressement des échanges mondiaux, mais le mouvement d'appréciation de l'euro par rapport aux autres monnaies ne peut que ralentir le rythme et conduire à une phase de croissance modeste sans rechute.

Les indicateurs du **climat des affaires** dans les services et l'industrie manufacturière ont peu évolué ces derniers mois et se maintiennent à un niveau proche de leur moyenne de long terme. La production manufacturière, ainsi que la production de l'ensemble de l'industrie, sont restées stables en août par rapport au mois précédent.

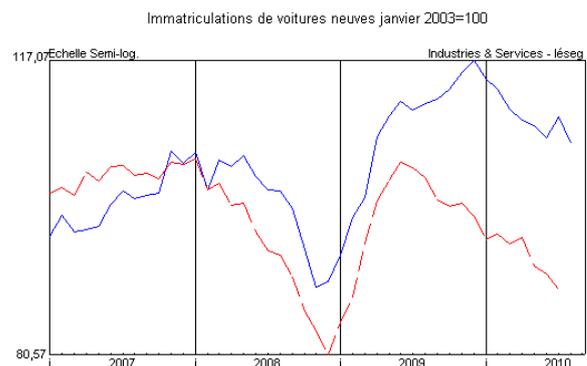


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Au cours des trois derniers mois, la **production industrielle** française stagne, alors qu'en Allemagne, elle augmente de +6,6% l'an et en Italie de +10,4% l'an. Mais les industriels font état de stocks bas, de carnets de commande qui se redressent et de perspectives de production en amélioration. Toutefois, le climat des affaires dans la construction, bien qu'encore inférieur à la normale, se redresse quelque peu depuis le début de l'année.

En septembre, les **ménages** étaient moins pessimistes sur la situation économique, mais leur consommation en produits manufacturés augmente modérément (+1,2% sur un an). Néanmoins, le **marché automobile** ne s'est pas effondré comme ailleurs en Europe. La France, tirant les expériences des opérations de courte durée antérieures, a adopté une politique de primes et de bonus qui se termine progressivement, contrairement à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne ou au Royaume-Uni. Ceci a évité l'effondrement du marché français. Certes, le dispositif représente un coût budgétaire et les mesures touchent à leur fin, mais le niveau actuel des immatriculations reste encore au-dessus du niveau moyen qui a prévalu entre 2003 et 2007. L'année 2010 comptera 2,2

millions d'immatriculations de voitures, un retrait d'environ -4% sur 2009 qui a été une année-record historique. Toutefois, le risque de tassement de la dépense des ménages peut être écarté à court terme, d'autant plus que des réserves d'**épargne** existent - le taux d'épargne des ménages s'inscrit au niveau élevé de 16,1% au deuxième trimestre 2010 - et que le recours des ménages à l'endettement est à nouveau croissant, à la faveur de la baisse des taux sur les crédits à l'habitat (3,55% en août 2010 au lieu de 4,14% un an auparavant).



source : Association Auxiliaire de l'Automobile (AAA) pour l'Europe et CCFA pour la France - Indices CVS en moyenne mobile sur trois mois. En bleu : France, en rouge : Zone Euro sans la France

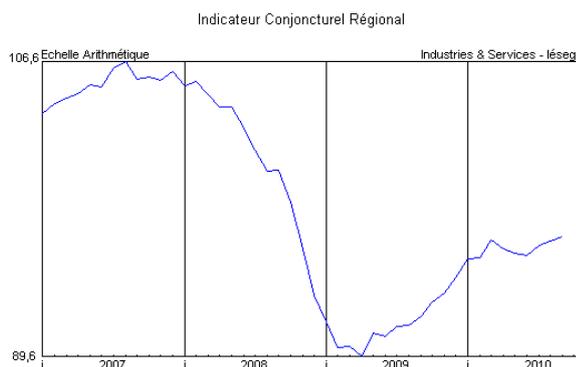
Le besoin de financement des **administrations publiques** sera de l'ordre de 7,7% du PIB en 2010. Il sera à un niveau record. Le projet de loi de finances présenté pour 2011 par Bercy retient qu'il se réduirait à 6% en 2011 tandis que la dette publique progresserait de 82,9% du PIB en 2010 à 86,2% en 2011. La réduction du déficit public attendue en 2011 impose la fin des mesures de relance et la disparition du surcoût temporaire lié à la réforme de la taxe professionnelle, la maîtrise de la dépense publique, avec notamment la stabilité prévue des dépenses de l'État en valeur ainsi que la réduction de dépenses fiscales et sociales et de nouvelles mesures fiscales qui amélioreraient le déficit d'environ 0,5 point de PIB. Le poids des prélèvements obligatoires progresserait de 1 point à 42,9% après 41,9% en 2010. Il retrouverait son niveau de 2008. Ces objectifs peuvent être atteints. Ils marquent un premier pas vers une incontournable consolidation de la situation des finances publiques.

Le retour du déficit public sur la ligne de 3% du PIB suppose une amélioration du solde de 4,7 points de PIB en trois ans. L'objectif est d'une ampleur inédite. Si les hypothèses de croissance retenues par Bercy (+2,5% par an de 2012 à 2014) n'étaient pas atteintes, l'effort additionnel de maîtrise des dépenses publiques qui sera nécessaire devra porter en priorité sur la réduction des charges.

NORD-PAS DE CALAIS : Des prévisions plus confiantes

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 octobre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de septembre a poursuivi son redressement. L'activité industrielle ne connaît plus que des fluctuations de faible amplitude mais les chefs d'entreprise formulent généralement des prévisions optimistes alors que leurs carnets de commandes se regarnissent. Cependant, la consommation des ménages reste hésitante et le sous-indicateur de l'emploi se dégrade. Enfin, les échanges confirment la meilleure tenue du transport routier.



Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITE

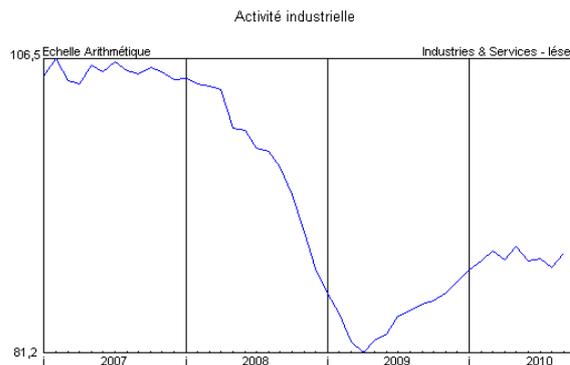
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : Conformément aux prévisions, la production régionale a ralenti en septembre. La demande a sensiblement fléchi mais les carnets sont restés proches de la normale et les stocks de produits finis sont jugés conformes aux besoins du marché. Les principaux compartiments formulent les mêmes appréciations et les prévisions à court terme restent orientées à la baisse. Celle-ci serait plus marquée dans l'industrie de la viande que dans le secteur laitier.

Biens d'équipement professionnels : L'activité a progressé dans le secteur des machines et autres équipements où les commandes nouvelles ont encore renforcé les carnets. Les prévisions sont restées favorables. En contraste, les espoirs de reprise dans la fabrication d'équipements électriques ont été déçus. La demande a fléchi, essentiellement en provenance du marché intérieur et les pronostics tablent, au mieux, sur un maintien des volumes produits.

Matériel de transport : La situation a peu varié dans l'industrie automobile. Chez les assembleurs, le flux des commandes a de nouveau fléchi et n'a pas permis de renouveler des plans de charge insuffisants. Les assembleurs estiment cependant qu'une hausse de l'activité devrait intervenir au

cours des prochaines semaines. La stabilité a prévalu chez les équipementiers et leur appréciation sur les carnets s'est légèrement améliorée. Avec des stocks conformes à la normale, les cadences pourraient être renforcées à court terme. L'industrie du matériel ferroviaire prolonge son expansion, mais selon un rythme plus modéré. Simultanément, de nouvelles commandes sont venues renforcer des carnets toujours particulièrement bien garnis. Aussi, la croissance pourrait-elle s'intensifier.

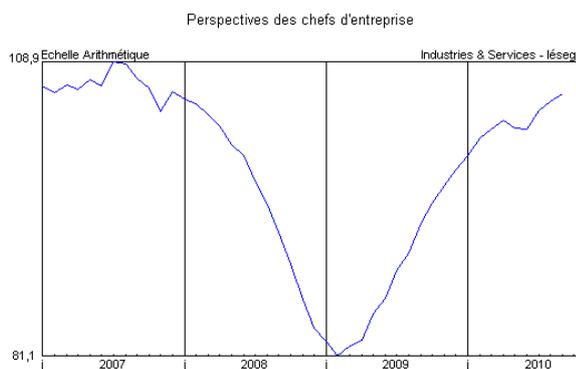


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : La production s'est modérée en septembre. Les carnets de commandes ont continué de se regarnir mais restent encore un peu courts, alors que les stocks de produits finis sont demeurés excédentaires. Les progressions les plus marquées concernent les produits minéraux, la métallurgie ainsi que l'imprimerie-reproduction. La chimie de base et le travail des métaux se sont stabilisés. La plasturgie est demeurée en repli tandis que l'on a assisté à un reflux des fabrications dans le textile-habillement et les papiers et cartons, imprimerie, textile et habillement. À l'exception de la chimie et de l'imprimerie, une amélioration de l'activité est attendue dans les mois à venir.

Construction : Selon l'enquête trimestrielle du Secrétariat Régional de la Banque de France, l'activité régionale du secteur du bâtiment s'est maintenue au cours de l'été au niveau du premier semestre et cette stagnation devrait se prolonger jusqu'en fin d'année. Le volume des travaux a été de l'ordre de celui du troisième trimestre de 2009, avec cependant une nette amélioration concernant le gros œuvre alors que le second œuvre restait déprimé. Cette situation est toutefois en retrait par rapport à la progression nationale. Dans le secteur résidentiel, les permis de construire ont retrouvé un niveau élevé, mais les mises en chantier n'ont pas encore suivi. Dans le secteur non résidentiel où la commande publique joue un rôle important dans l'atténuation du mouvement de baisse, le même décalage existe entre les surfaces autorisées et celles commencées et entre les évolutions régionales et nationales. Dans le génie civil, la

production a continué de croître en raison de la poursuite du rattrapage des retards pris l'hiver dernier. Ici, l'évolution a été plus favorable qu'au plan national et les effectifs ont été renforcés. La demande publique soutient l'activité tandis que la demande privée reste toujours faible. Une stabilisation est attendue pour le quatrième trimestre et même au-delà en raison des incertitudes croissantes concernant les financements des projets émanant de la sphère publique.



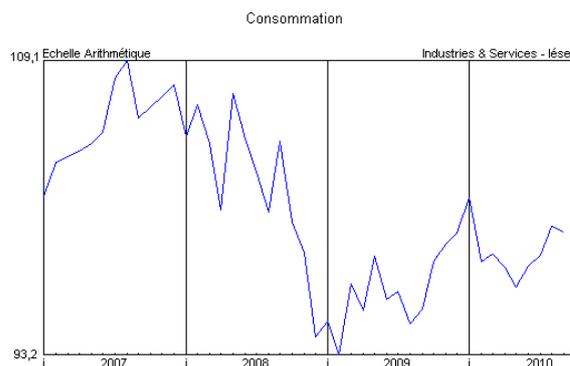
Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : L'activité a poursuivi sa croissance en septembre quoique de manière moins soutenue que le mois précédent. Les agences de travail temporaire ont enregistré une nouvelle avancée et estiment que cette performance devrait pouvoir se prolonger. Les secteurs de l'informatique et des services de communication maintiennent leur progression et ont procédé aux nouvelles embauches envisagées précédemment. Les prestations des activités juridiques, comptables et de gestion se sont redressées et ces professions sont plus sereines, mais ce n'est toujours pas le cas pour l'ingénierie technique. Dans la plupart de tous ces secteurs, les prévisions restent très positives.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a marqué un coup d'arrêt dans son amélioration. Les immatriculations d'automobiles neuves ont comporté un repli assez sensible à un an d'intervalle. Dans le commerce de détail, le volume des achats a oscillé, selon les rayons, entre la stabilité et l'érosion par rapport aux excellents résultats du mois d'août. Cependant, sur un an, les transactions ont continué de progresser, notamment dans l'électronique grand public, mais aussi, plus faiblement dans le textile-habillement et les cuirs-chaussures. Ailleurs, et à l'exception de l'horlogerie-bijouterie, les chiffres d'affaires à prix constants ont été comparables à ceux de septembre 2009. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a progressé de +12,7% à un an d'intervalle et reculé de -1,6% sur le mois, soit respectivement

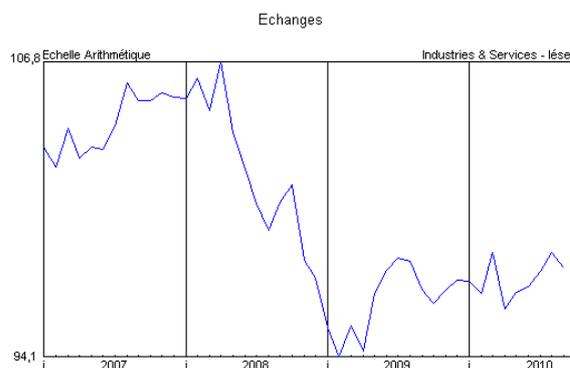
+12,5% et -0,3% pour le seul rayon textile-habillement.



Source : Industries & Services - léség

ÉCHANGES

La baisse du volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** s'est modérée en septembre (-9% à un an d'intervalle). Le repli reste plombé par la forte diminution des sorties de vracs liquides liée à de la fermeture de la raffinerie (-72%) alors que, pour les vracs solides, dont les volumes restent très fluctuants, les céréales et, dans une moindre mesure les charbons à destination des centrales électriques de la Tamise, permettaient un redressement de +64%. Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (43% des volumes pour le mois de septembre) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, se sont encore affaiblies de quelque -16%, dont -18% pour le trafic ro-ro (transmanche) et de -35% pour les conteneurs pleins.



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à septembre (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont encore progressé à un an d'intervalle, principalement au cours du dernier mois connu. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage, fait état d'une

demande encore plus soutenue que précédemment et – sous la réserve de l'impact des mouvements sociaux – la profession espère pouvoir renforcer encore le volume de ses prestations et accroître ses effectifs. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs se sont à présent pratiquement stabilisées à un an d'intervalle tandis que celles des **véhicules industriels** connaissent une orientation nettement plus positive.

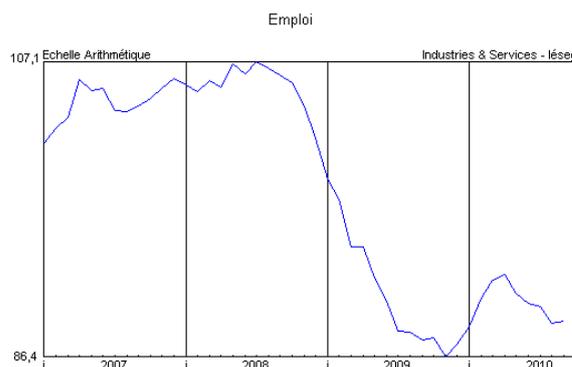
Les statistiques relatives au **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin relatives au mois de septembre ne nous étant pas parvenues lorsque nous avons achevé la rédaction de ce numéro, nous ne sommes pas en mesure de commenter les évolutions les plus récentes de cette composante de notre indicateur de conjoncture.

EMPLOI

En août, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,8% par rapport à juillet pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +5,8% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,6% et +4,9%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,6%, contre +0,2% en France et de +6,4% contre +7,1% par rapport à août 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +6,4% (+7,5% dans le pays) et celui des femmes d'autant (+6,4% contre +6,8%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -1,3% (contre +0,1%). Elle a été de +19,9% (contre +26,7%) en ce qui

concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

Le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) s'est modéré. La baisse a atteint de -20,9% sur un an, après -38,5% en juillet (contre -38,2% après -31,1% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +4% contre -3,9% en France métropolitaine. Dans le même temps, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +5,2% contre +3,4% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Contrairement à la France métropolitaine, le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a encore baissé en août à un an d'intervalle de -5,6%, contre +9,5% pour la référence nationale. Par catégorie, les évolutions ont été de -13,8% contre +7% pour les offres durables (plus de 6 mois), de +5% contre +14,8% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et de -20,1% contre +1,9% pour les emplois occasionnels.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iség).
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iség School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/relations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>